

La mondialisation fait fausse route – il faut changer de direction

Heinrich Bortis, Université de Fribourg / Suisse¹

Cette communication est divisée en quatre sections. La première traite de la fausse route prise par la mondialisation et l'Europe. Sur la base des grandes options en théorie économique nous tenterons ensuite d'expliquer la raison fondamentale de ce développement. Quelques suggestions concernant les options à prendre sont présentées dans la troisième section qui sera suivie de la conclusion.

I. La mondialisation a fait fausse route, l'Europe aussi

Après la chute du Socialisme autour des années 1990, une véritable euphorie a gagné l'Occident. Le (néo-)libéralisme et son incarnation historique, à savoir, le capitalisme, semblaient définitivement la seule possibilité d'organiser le monde très complexe qui s'est mis en place à la suite de la Grande Transformation (Karl Polanyi) au cours de la deuxième moitié du 18^{ème} siècle, transformation étroitement liée à la révolution industrielle anglaise et à la révolution politique française. En théorie économique, les développements doctrinaux modernes, basés sur le modèle de Walras et sur ses applications Marshalliennes, sont devenus universels et quasiment pensée unique. Sur la base de cette théorie néoclassique, libre cours a en effet été donné à la globalisation. Ainsi, en Europe un grand espace économique et une monnaie unique ont été créés. En effet, la théorie néoclassique favorise la création de grands espaces économiques et la mondialisation, dont on espère une compétition plus intense, une accélération du progrès technique, plus de croissance et un bien-être accru.

Ces espoirs ne se sont pas réalisés en ce qui concerne la mondialisation et aussi l'Europe. On a au contraire l'impression d'assister à un mouvement vers une stagnation permanente avec des niveaux de chômage élevés, lesquels sont aussi accompagnés d'inégalités croissantes des revenus et des fortunes. La situation en Europe a été aggravée par des politiques d'austérité. Les conséquences sociales en sont très sérieuses. La pauvreté augmente et une nouvelle classe sociale fait son apparition rapide: le *précariat* (Standing 2011). Et la situation socio-

¹ Version augmentée d'une communication faite à l'Association Internationale des Economistes de Langue Française lors de son 58ème congrès à Valladolid du 19 au 22 mai 2013

économique est particulièrement dramatique en Grèce. Maria Negreponi-Delivanis, une économiste éminente et très respectée, parle de génocide socio-économique; le titre de son nouveau livre (Negreponi-Delivanis 2014) confirme cette proposition. La mondialisation et l'Europe semblent avoir fait fausse route.

Que faire dans cette situation contradictoire? Des méthodes empiriques et historiques ne suffisent pas. En effet, il faut interpréter les résultats d'investigations empiriques et les situations historiques, par exemple la crise des années 1930. *Les faits sont muets, seulement une théorie les fait parler* (Erich Schneider, économiste allemand). Et encore faudrait-il la théorie la plus appropriée, la plus plausible, qui serait le fruit d'investigations intenses en matière d'histoire des théories. Il faut effectuer des classifications approximatives des principales doctrines économiques, identifier les différences entre les théories et, surtout, analyser les contradictions entre elles. Il est en effet important d'essayer de clarifier la situation de la théorie économique, à grands traits au moins, parce que cet effort de clarification conduit à la pensée indépendante. En fait, Maynard Keynes a toujours affirmé que l'étude approfondie de l'histoire des théories économiques représente la condition primordiale pour promouvoir une pensée indépendante et, donc, atteindre l'émancipation de l'esprit, rendant finalement possible une clarification accrue dans la théorie économique et, ainsi, son application à la réalité socio-économique, qui, actuellement, est la tâche la plus importante.

Les économistes néoclassiques ne font pas ce travail ardu de clarification et de recherche de la théorie la plus plausible en tenant compte de l'histoire des théories. La mise en question permanente de sa propre position fait souvent place à l'arrogance intellectuelle de prétendre connaître la vérité absolue, attitude mise en question par l'éminent économiste néoclassique Ricardo Caballero du MIT - là où a aussi enseigné Paul Samuelson (Caballero 2010). Les néoclassiques considèrent en effet que les modèles d'équilibre général dynamique et stochastique, lesquels sont basés sur le modèle de Walras et sur ses applications Marshalliennes, représentent la seule façon de raisonner en théorie économique. On ne peut même plus imaginer qu'on puisse encore raisonner en termes autres que néoclassico-Walrasiens. En effet, Schumpeter considérait déjà le modèle d'équilibre général de Walras comme la *Magna Charta* de la théorie économique. Dans cette vision de progrès absolu, l'histoire des théories économiques devient superflue. Alors, pourquoi s'occuper des théories dépassées et mêmes fausses? Il s'ensuit que l'histoire des théories se transforme en sorte de branche philosophique liée à la culture générale. Toutefois, il est toujours impressionnant si,

lors d'un apéritif au champagne, on peut mentionner et peut-être même citer une phrase de Adam Smith, de Marx ou de Keynes. Cela montre une certaine ouverture d'esprit et indique la présence de culture. «Marx pour Managers» était en effet le titre d'un petit volume publié en Allemagne il y a quelques années.

Heureusement, au début des années 1930 une alternative à ce modèle d'échange néoclassique commence à se dessiner. En 1933, Keynes écrit qu'il faut dépasser le modèle d'échange dans lequel la monnaie est neutre et ensuite développer une théorie monétaire de la production, dans laquelle la monnaie et la finance doivent jouer un rôle essentiel. L'objectif de Keynes était d'essayer de venir à bout de la grande crise des années 1930 (Keynes 1933). Une théorie monétaire de production a par la suite été élaboré sur la base de Maynard Keynes et Piero Sraffa. En effet, leurs successeurs, en particulier Pierangelo Garegnani et Luigi Pasinetti, ont commencé à jeter les bases pour la conception de l'économie politique classico-keynésienne (Bortis 1997, 2003a, 2003b, 2012, 2013a, 2013b). Il en découle que la monoculture et la pensée unique en théorie économique commencent à être mises en question.

II. Développements en Europe et théorie économique

La question se pose: quelle théorie est plus plausible pour expliquer les développements en Europe depuis l'effondrement du Socialisme autour de 1990, à savoir, la science économique neoclassico-walrasienne ou l'économie politique classico-keynésienne? Pour répondre à cette question il faut d'abord présenter les postulats de base de ces deux groupes de théorie.

À la base, le modèle néoclassique est fondé sur l'échange, soit sur la loi de l'offre et de la demande qui est fondamentalement associée au principe du marginalisme. Ce principe est généralement lié à des rendements décroissants de production et de l'utilité, au comportement rationnel des individus, à la notion d'équilibre et, surtout, à une tendance vers un *équilibre de plein emploi*, si le degré de compétition est suffisant.

Tous les grands problèmes économiques sont par conséquent résolus par les marchés. En effet, la répartition des revenus et le niveau de l'emploi sont déterminés sur les marchés des facteurs de production. En même temps, les prix et les quantités des divers biens et services sont établis sur les marchés des biens finaux. Les principes de politique économique, associés au modèle néoclassique, sont finalement très simples: flux libres de biens et de capitaux, compétitivité, finances publiques équilibrées et dette publique gérable. Il

est évident que gouverner est relativement facile quand les marchés compétitifs se chargent de tous les grands problèmes économiques, comme notamment le niveau de l'emploi et la répartition du revenu et de la richesse.

Toutefois, les économies modernes ne sont *pas* des économies de marché, mais des économies monétaires de production (Bortis 2003a). Le secteur monétaire et financier - la banque centrale et le système bancaire - permet de mettre à disposition le financement nécessaire à l'acquisition des moyens de production pour les entreprises: engagement d'ouvriers et d'employés, achat de machines ainsi que de produits intermédiaires, lesquels, à leur tour, sont transformés en biens finaux par les entreprises dans le cadre du processus de production. Dans une économie moderne, le processus de production est essentiellement un processus circulaire et social, car, par le truchement de la monnaie, les entreprises produisant des biens primaires et intermédiaires se fournissent mutuellement en ces biens et en livrent aux entreprises actives dans le secteur des biens finaux (Leontief). Dans le cadre de ce processus se forment aussi les prix de production (Sraffa, 1960). Dans une économie monétaire de production ces *prix de production sont les prix fondamentaux* qui indiquent de quelle manière le calcul des coûts de production et des prix normaux se fait en principe à l'intérieur des entreprises. Le principe de la valeur travail qui représente l'essence des prix de production résulte du processus de production circulaire et social (Bortis 2003a, pp. 436-45).

Dans une considération positive, la répartition des revenus (et de la richesse) est essentiellement un problème de pouvoir social; dans une perspective normative, la répartition est un problème de justice distributive qui est au cœur de l'éthique sociale. La demande effective détermine la quantité de biens finaux qui peuvent être vendus. Donc, la demande effective, déterminée dans une large part par la répartition des revenus, peut s'avérer insuffisante pour atteindre le plein emploi. Le chômage involontaire, causé par le fonctionnement du système socio-économique est donc possible [Bortis 1997, p. 146, relation (7) et Bortis 2003a, p. 464, relation (19.40)]. Le volume du trend de l'output peut en effet se situer bien au-dessous du trend de plein emploi [Bortis 1997, p. 150, fig. (3)]. La répartition des revenus (fonctionnelle et personnelle) est certainement le facteur le plus important qui permet de déterminer la position du trend du PIB. Une répartition plus inégale réduit la demande effective, c.à.d. la consommation, et pousse le trend du PIB vers le bas et vice versa (Bortis 1997, pp. 158-75).

La monnaie, tout comme la finance, joue un rôle essentiel dans une économie monétaire de production, parce que la production nécessite du temps et les dépenses et les revenus ne sont pas synchronisés; de plus, dans le cadre de la circulation de biens et de monnaie, les biens sont toujours échangés contre de la monnaie et jamais contre d'autres biens par le truchement de monnaie, comme c'est le cas dans une économie d'échange. Dans une économie monétaire de production, la monnaie est aussi réserve de valeur, d'où le lien étroit avec le secteur financier.

La financiarisation, à savoir la domination du secteur financier sur le secteur réel, peut avoir de conséquences graves en termes de chômage involontaire accru et d'inégalités de répartition grandissantes. Les achats d'entreprises par des groupes financiers conduisent à la maximisation de profits à court terme et une pression constante sur les salaires. Ainsi, le secteur réel nourrit le secteur financier par le transfert de profits vers ce dernier. Il s'ensuit que la répartition devient plus inégale, le trend du PIB est poussé vers le bas et le chômage systémique et involontaire augmente (Bortis 2013a, pp. 346-52).

Enfin, le commerce extérieur libre, basé sur le mécanisme (keynésien-mercantiliste) de développement extérieur, peut causer des inégalités croissantes entre régions et pays. Les raisons principales de ces inégalités croissantes sont la loi de production de masse, basée sur les économies d'échelle croissantes, et la présence de disparités technologiques permanentes et grandissantes. La capacité de transformer les inventions en innovations est actuellement indispensable pour assurer un volume important et croissant d'exportations, surtout de biens et de services haut de gamme (Bortis 2003b, pp. 74-77 et Bortis 2013a, pp. 355-62).

Donc, dans une économie monétaire de production il n'y a pas de tendance vers un équilibre harmonieux, mais vers des inégalités croissantes. Le chômage involontaire permanent au niveau mondial exerce une pression constante sur les salaires, rendant la répartition plus inégale qui, à son tour, augmente le chômage involontaire. Ce processus est cumulatif et conduit au niveau mondial à une véritable guerre entre ouvriers et employés.

La mondialisation fait fausse route, parce que le modèle de base néoclassico-Walrasien, basé sur la loi de l'offre et de la demande, nous fournit des conceptions de politique économique complètement inappropriées au monde moderne. Dans une économie monétaire de production, l'activité économique et, respectivement, l'étendue du chômage *involontaire* sont déterminés par la demande effective, donc par le système socio-économique. L'économiste italien Pierangelo Garegnani a toujours défendu l'idée que la loi de l'offre et de la demande est incompatible avec le principe de la demande effective. En effet, si le processus

de production est un processus social et circulaire, l'investissement, soit l'accroissement du capital réel (machines etc.), ne peut *en principe* pas s'ajuster au volume de l'épargne, parce qu'il n'y a pas toujours de relations normales (*well-behaved*) entre taux d'intérêt et volume d'investissements dans le long terme, comme cela a été démontré par la discussion sur la théorie du capital (Harcourt 1972). En effet, si le taux d'intérêt baisse, le volume d'investissements peut diminuer et donc agrandir la différence entre celui-ci et le volume d'épargne existant au niveau de plein emploi, au lieu de diminuer cette différence (Garegnani 1978-79). Par contre, selon le principe keynésien de la demande effective, l'investissement (I) doit toujours être égale à l'épargne (S); ($S = I$) est en effet la condition d'équilibre fondamentale de la théorie macroéconomique keynésienne. Or, cette condition d'équilibre mène directement au multiplicateur (Keynes 1936) ou au super-multiplicateur qui détermine le volume de l'emploi et, donc, du chômage involontaire dans le long terme au niveau des principes (Bortis 1997, chapitre 4 et Bortis 2013a, pp. 460-67).

Donc, pour des raisons théoriques et empiriques, il semble que, sous l'égide néolibérale, la globalisation et l'Europe représentent une voie sans issue. En effet, l'éminent économiste classico-keynésien Nicholas Kaldor a toujours soutenu que la libéralisation des marchés et une monnaie unique pour des larges zones de libre échange, avec des niveaux de développement très différents à l'intérieur de la zone, conduiraient à des processus cumulatifs, engendrant des inégalités accrues et des niveaux de chômage involontaire plus élevés. Les conséquences sociales pourraient être ensuite caractérisées par un affaiblissement des classes moyennes, une pauvreté plus étendue et la formation d'oligarchies très riches. D'après Kaldor, il y a deux raisons principales à cela: premièrement, les économies d'échelles ou la réduction des coûts moyens quand la quantité produite augmente et deuxièmement, le dynamisme technologique ou la capacité d'introduire de nouvelles technologies et de nouveaux produits afin de conquérir de nouveaux marchés. Ainsi, dû au mécanisme externe de développement (développement par les exportations), les pays forts deviennent plus forts et les pays et régions faibles continuent à s'affaiblir (Bortis 2003b, pp. 74-77 et Bortis 2013a, pp. 355-62). Dans ce contexte darwinien, les économistes néolibéraux suggèrent que les pays du Sud de l'Europe, ainsi que la France et l'Angleterre, devraient effectuer des réformes afin de rendre leurs économies plus compétitives. En fait, ces pays devraient finalement ressembler le plus possible à l'Allemagne, à la Suisse et aux pays scandinaves. Si cela devait se réaliser, l'Europe et le monde deviendraient littéralement fous. En effet, dans une perspective kaldorienne, la compétition deviendrait féroce, vu la demande effective limitée au

niveau mondial, et la lutte pour des parts de marché s'intensifierait d'une façon dramatique. En effet, le mécanisme externe de développement - créer des places de travail par les exportations - ne peut fonctionner pour tous les pays, puisque l'économie mondiale est un système fermé. Cela implique qu'au niveau mondial les exportations sont nécessairement égales aux importations. L'activité économique mondiale est donc gouvernée par le mécanisme interne de développement et d'emploi, selon lequel la demande effective est déterminée par la consommation privée et publique. Or, il y a contradiction entre les deux mécanismes. En effet, si tous les pays essaient de se développer par les exportations, la répartition des revenus tendrait à devenir plus inégale parce que le chômage exerce une pression sur les salaires partout dans le monde, réduisant ainsi la consommation privée mondiale. De plus, les dépenses de gouvernement tendent à stagner ou même à diminuer au niveau mondial puisque chaque pays tend à baisser le taux d'imposition afin d'attirer des entreprises exportatrices. Les politiques d'austérité renforcent cet effet. En conclusion, la diminution plus ou moins généralisée de la consommation privée et publique tend à réduire la demande effective et l'activité économique mondiale. Par conséquent, la lutte pour des parts de marché s'intensifie et la compétition devient plus acharnée (Bortis 2003b, pp. 74-77 et Bortis 2013a, pp. 355-62).

La théorie monétaire de production, synthèse de l'économie politique classique (ricardienne) et keynésienne, représentée par l'économie politique classico-keynésienne, permet ainsi d'expliquer les effets souvent néfastes de la mondialisation de façon satisfaisante et aussi les problèmes existants actuellement en Europe.

Cela nous amène à la troisième partie:

III. Quelques observations sur le changement de direction des économies nationales et de l'économie mondiale

1. Considérations économiques

L'économie politique classico-keynésienne permet aussi de formuler des conceptions de politique économique nationales et globales alternatives, aptes à diriger les économies nationales et l'économie mondiale dans une toute autre direction que celle qui prévaut

actuellement (pour la formation et une brève présentation de l'économie politique classico-keynésienne voir Bortis 2013a). En effet, il faut se diriger vers un nouvel ordre politique et économique au niveau mondial, ordre qui, en principe, peut être réalisé assez facilement puisqu'il est basé sur la notion traditionnelle de l'État-nation.

En premier lieu, il faudra reconsidérer les propositions faites par Maynard Keynes à Bretton Woods en 1944: chaque pays doit avoir sa propre monnaie et les transactions internationales devraient être effectuées dans une monnaie mondiale supranationale, à savoir, le *Bancor*, qui deviendrait ainsi la seule monnaie de réserve internationale. La Banque Mondiale et ses filiales continentales deviendraient la banque des Banques Centrales nationales. Ces institutions auraient comme tâche permanente de faciliter les règlements commerciaux et financiers internationaux et surtout de soutenir les efforts de chaque pays d'assurer l'équilibre à long terme de la balance courante.

Deuxièmement, l'équilibre extérieur assuré permet de créer un système institutionnel adapté à la mentalité de chaque peuple. Pour ce faire, Keynes propose deux champs d'action dans le dernier chapitre (ch. 24) de sa Théorie Générale. En premier lieu, il s'agirait de stabiliser les investissements, afin d'éviter des fluctuations cycliques trop prononcées. Harrod, Hicks et Kaldor ont constaté que les variables autonomes comme les exportations ou les dépenses du gouvernement sont le meilleur moyen pour stabiliser les investissements qui deviennent maintenant une variable dérivée! En effet, ce procédé nous conduit directement au super-multiplicateur qui nous montre de quelle manière le volume du produit social, le niveau de l'emploi *et le volume d'investissements* sont à long terme *en principe* déterminés par le système technico-institutionnel (Bortis 1997, chapitre 4, Bortis 2003a, pp. 460-67 et Bortis 2013a, pp. 338-62). Ensuite, comme Keynes met en évidence au début du chapitre 24 de sa *General Theory*, il existe un lien très étroit entre répartition et emploi; en effet, une répartition plus égale amène en principe un niveau d'emploi plus élevé. Cette conclusion importante résulte du multiplicateur keynésien et du super-multiplicateur classico-keynésien (Bortis 1997, pp. 158-75 et Bortis 2003a, pp. 464-67).

Le super-multiplicateur nous procure les principes qui doivent guider d'une manière permanente la politique sociale et économique (Bortis 2013a, pp. 355-62). Dans ce contexte, fixer le volume des dépenses du gouvernement par rapport au produit intérieur et la structure de ces dépenses est d'une importance capitale. Ce n'est pas un problème purement technique. Il faut aussi une vision de la société et de l'Etat. Les dépenses du gouvernement mettent

l'économie en marche et créent ainsi les impôts nécessaires à assurer le financement réel de ces dépenses; le taux d'imposition doit être tel que le budget de l'Etat soit équilibré au niveau du plein emploi. Parallèlement, afin de renforcer le pouvoir d'achat de la population et augmenter ainsi le coefficient de consommation, l'Etat, en collaboration avec la société, doit poursuivre une politique de répartition permanente. Au niveau du plein emploi le taux d'épargne, qui est un résidu, doit être égal au taux d'investissement. Réaliser cette simple exigence keynésienne est évidemment d'une complexité politique immense dans une économie monétaire de production, dans laquelle il n'y a pas de tendance inhérente vers le plein emploi. C'est la raison pour laquelle Keynes et déjà Aristote ont considéré la politique, y compris naturellement la politique économique, comme la plus difficile de tous les arts.

Le plein emploi et une répartition des revenus socialement acceptables sont des conditions indispensables pour la paix sociale à l'intérieur de chaque pays et pour la paix entre États-nations.

2. Une nouvelle vision de l'économie et de la société est nécessaire

L'Europe et le monde ont besoin d'une théorie économique alternative à la théorie néoclassique dominante actuellement. En fait, il faut le système de politique économique classico-keynésien (Bortis 1997, 2003a et 2013a) qui doit fournir les conceptions afin d'adapter les institutions existantes et créer de nouvelles institutions, ainsi que pour mener une politique socio-économique appropriée dans des économies monétaires de production. Mais, il faut aussi un renouvellement de l'Etat. On ne peut mener à bien ces projets sans une vision de l'homme et de la société. En effet, comme Joseph Schumpeter l'a dit, chaque système de théorie économique émerge d'une vision de l'homme et de la société qui, dans une forme élaborée, devient *philosophie sociale*. Le système théorique néoclassique constitue la théorie économique du (néo-)libéralisme, une philosophie sociale basée sur l'individu autonome. Le *libéralisme social*, développé par Keynes et présenté dans une forme élaborée dans Bortis (1997, chapitres 2, 3 et 7), est la philosophie sociale sous-jacente au système d'économie politique classico-keynésien.

Le libéralisme social conçoit l'homme *essentiellement* comme un être social. De plus, dans une considération globale et intégrale, l'homme et la société sont considérés comme des entités très complexes. Toutefois, cette perspective ne cache pas l'idée du totalitarisme qui

conçoit l'individu comme une partie échangeable de la machine sociale. En effet, la société et l'État sont indispensables pour que les individus sociaux puissent prospérer en développant leur potentiel, *basés sur la société et par la société*. *Basé sur la société* signifie qu'il faut des fondements sociaux pour que *tous* les individus sociaux puissent développer leurs facultés et acquérir des capacités: le plein emploi, une répartition équitable des revenus (et de la richesse), un système d'éducation entièrement public et librement accessible pour tous afin d'assurer l'égalité des chances. Font également partie de ces fondements sociaux les traditions et valeurs culturelles, l'histoire commune des habitants d'un pays ou région, un système légal approprié et un large éventail d'institutions culturelles.

Par la société veut dire que le degré de perfectionnement des individus sociaux est augmenté par des activités sociales, dans le sens propre d'abord: des buts communs peuvent être atteints par la coopération entre les individus sociaux et la coordination de leurs activités, comme c'est le cas dans une entreprise, une équipe de football ou encore un orchestre. De plus, des institutions sociales forment les individus sociaux et permettent l'enrichissement intellectuel, théorique et pratique, de ces individus, par exemple à travers les écoles primaires, les universités et l'apprentissage de métiers. En effet, le social est partout: lire un livre peut produire de nouvelles idées par une interaction entre auteur et lecteur. Finalement, la société et l'État constituent une entité sociale, composée d'institutions complémentaires et d'un but moral: la société bien conçue qui permet aux individus sociaux de prospérer.

Nous pouvons ajouter ici que cette vision sociale libérale, humaniste, de l'économiste politique Maynard Keynes rappelle très clairement l'humanisme profond du Général de Gaulle qui s'exprime par l'inscription gravée dans le monument en son honneur à Colombey-les-Deux-Eglises: *En notre temps la seule querelle qui vaille est celle de l'homme. C'est l'homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer*.

Cette vision sociale libérale de la société et de l'État a des implications très importantes concernant la conception de l'Europe. En effet, le libéralisme et le socialisme sont des doctrines universalistes. Ainsi, avec le libéralisme, le marché, donc aussi le marché global, est supposé de résoudre tous les grands problèmes de l'économie politique, en premier lieu la répartition et l'emploi; par conséquent, selon la doctrine libérale l'étendue du territoire d'une entité politique est indéfinie et peu importante, la *Communauté Européenne* étant un excellent exemple. Par contre, le libéralisme social implique un *territoire clairement défini* pour chaque État-nation. En effet, chaque État-nation représente un système d'institutions, destiné à

réaliser des buts scientifiques, culturels et éthiques. Toutefois, la réalisation historique des valeurs fondamentales, comme par exemple la justice sociale, la recherche de la vérité dans les sciences et surtout les valeurs culturelles se réalisent de manière spécifique à chaque pays. De plus, le niveau et la structure des dépenses du gouvernement, le système de taxation et la répartition des revenus doivent être telles que le système technico-institutionnel approche un équilibre de prix et de quantités au niveau de plein emploi (pour les principes voir Bortis 2013a, pp. 355-62). Donc, *chaque État-nation est une entité socio-économique, politique, culturelle et historique très complexe et **unique**, existant dans des frontières bien définies*. Par conséquent, comme le marché n'est pas autorégulateur, gouverner devient une tâche extrêmement complexe. Donc, comme déjà Aristote l'avait vu, l'État ne devrait pas être trop large pour être gouvernable. Les petits et moyens États européens qui se sont formés par un long processus historique remplissent cette exigence de façon admirable. Finalement, avoir une identité et être fier de son pays ne signifie aucunement isolation et vanité; tout au contraire, l'ouverture complète au monde sur la base d'une identité rend possible l'enrichissement mutuel entre pays et civilisations.

Dans une perspective classico-keynésienne, les politiques d'emploi et de répartition deviendraient de nouveau d'une importance capitale, parce que dans les économies monétaires de production il n'y a aucune tendance vers le plein-emploi. Pour atteindre des niveaux d'emplois élevés et pour assurer une répartition équitable des revenus, chaque pays a besoin de sa propre monnaie. Pour les États plus grands, la mise en œuvre d'un système monétaire régional pourrait s'avérer nécessaire afin de mener des politiques régionales; par exemple, au Royaume Uni, des banques écossaises peuvent émettre des livres écossaises à parité avec la livre anglaise, mais valables en Ecosse seulement. De cette manière, le mécanisme de développement et d'emploi interne pourrait devenir de nouveau fondamental pour le développement économique de chaque pays et région. La demande effective, qui détermine le niveau de l'emploi à court et à long terme, dépendrait principalement des dépenses du gouvernement et de la consommation privée. Cette dernière est déterminée par le pouvoir d'achat de la population qui, à son tour, augmente si les revenus sont répartis d'une façon plus équitable.

Le mécanisme interne d'emploi et de développement est parfaitement compatible avec un commerce extérieur intense: les exportations et les importations peuvent être en équilibre à n'importe quel niveau. En ce qui concerne les paiements internationaux, il faudrait une monnaie *supranationale*, à savoir, le *Bancor* de Keynes au niveau mondial ou l'Euro au

niveau européen. Il en découle que l'Euro ne serait plus monnaie *unique* en Europe, mais une monnaie *commune* supranationale² puisque chaque pays aurait sa propre monnaie nationale. Ce type de monnaie supranationale permettrait de régler les paiements internationaux et forcerait les pays déficitaires et ceux excédentaires à faire des efforts en vue de créer un équilibre approximatif dans la balance courante. Ce système monétaire international – très simple – permettrait sans aucun problème de jeter les bases pour la constitution d'une Europe solidaire, car les pays plus riches transféreraient des ressources réelles, financées par des prêts ou des dons en Euro (et/ou en *Bancor*), aux pays économiquement moins développés.

IV. Conclusion

Le libéralisme social et l'économie politique classico-keynésienne impliquent donc des changements importants dans l'ordre politico-économique en Europe et dans le monde. En premier lieu, il s'agit de restaurer entièrement la souveraineté nationale dans tous les pays et de réduire le pouvoir de l'économie. En effet, l'économie, les sciences et la technologie ne doivent pas être considérées comme le *but ultime* de chaque pays ou région, mais doivent de nouveau devenir des *moyens* pour ériger dans chaque État-nation des institutions ayant comme but de réaliser le mieux possible les grandes valeurs de l'éthique, en particulier la justice sociale, les valeurs associées à l'éducation, aux activités intellectuelles – scientifiques et manuelles – et les valeurs de la beauté associées au désir de perfectionnement inhérent à tout homme.

Il semble évident qu'un système d'éducation traditionnel à tous les niveaux, mais sous forme moderne, sera à l'avenir d'une importance fondamentale. En effet, déjà Maynard Keynes et Jacques Maritain, pour mentionner ces deux auteurs éminents, ont fermement affirmé que la primauté de l'économie (et de la finance) qui s'est successivement établie depuis le 16^{ème} siècle, doit laisser la place à la prééminence de la culture dans le sens large, en reléguant l'économie (et la finance) et la technique en général à leur place auxiliaire et subordonnée. Maynard Keynes et Jacques Maritain ont aussi reconnu que ce changement fondamental dans la hiérarchie des valeurs représente une condition indispensable pour la survie de la civilisation moderne. Cette constatation dérive probablement du fait que Maynard Keynes,

² Proposition faite par le Professeur Sergio Rossi (Université de Fribourg en Suisse).

tout comme Jacques Maritain, a vécu l'âge apocalyptique en Europe, 1914-1945, avec une intensité particulière. La vision de Maynard Keynes et de Jacques Maritain est aussi en accord avec celle de Jean Monnet qui a prononcé ces mots forts: *Si c'était à refaire je bâtirais l'Europe sur la culture*. En effet, il n'est jamais trop tard pour bien faire.

L'Europe et le monde doivent devenir une famille de nations. En effet, comme Adenauer et de Gaulle l'ont envisagé, il faut une *Europe des patries*. Une telle Europe serait aussi une Europe diversifiée, car chaque pays aurait son propre mode de vie (*way of life*); les Français doivent pouvoir jouer à la pétanque et les Anglais au *cricket* sans avoir mauvaise conscience causée par une compétitivité réduite. La diversité est d'une importance capitale, parce qu'elle donne lieu à des heurts et des discussions animées et à l'enrichissement mutuel dans tous les domaines intellectuels et culturels. Bref, il faut une Europe vivante. Une standardisation à l'Américaine serait la mort de l'Europe culturellement diversifiée et dynamique. Dans une Europe basée sur la culture, la Grèce, aujourd'hui écrasée et maltraitée comme d'autres pays, prendrait de nouveau une place d'honneur, parce que sans la Grèce antique il n'y aurait ni Europe ni monde moderne.

Bibliographie

Heinrich BORTIS (1997): *Institutions, Behaviour and Economic Theory – A Contribution to Classical-Keynesian Political Economy*, Cambridge (UK) and New York (Cambridge University Press); paperback edition 2006

Heinrich BORTIS (2003a): *Keynes and the Classics: Notes on the Monetary Theory of Production*, in: Louis-Philippe ROCHON and Sergio ROSSI (eds): *Modern Theories of Money – The Nature and Role of Money in Capitalist Economies*. Cheltenham, UK and Northampton, MA, USA (Edward Elgar) 2003, pp. 411-74

Heinrich BORTIS (2003b): *Thomas Mun and David Ricardo - The Origin of two Approaches in the Theory of International Trade*, in: *L'espace économique mondial et régional en mutation – Hommage au Professeur Gaston Gaudard*, sous la direction de Philippe Gugler et Remigio Ratti. Zurich-Genève-Bâle (Schulthess Médias Juridiques SA) 2003, pp. 61-80

Heinrich BORTIS (2012): *Toward a Synthesis in Post-Keynesian Economics in Luigi Pasinetti's Contribution*, in: *Structural Dynamics and Economic Growth*, edited by Richard Arena and Pier Luigi Porta, Cambridge: Cambridge University Press, pp. 145-80

Heinrich BORTIS (2013a): *Post-Keynesian Principles and Economic Policies*, in: *Handbook of Post-Keynesian Economics*, edited by Geoffrey HARCOURT and Peter KRIESLER, volume II, chapter 16, Oxford University Press USA, pp. 326 – 365

Heinrich BORTIS (2013b): *Piero Sraffa and Shackle's 'Years of High Theory' - Sraffa's Significance in the History of Economic Theories*, in: *Sraffa and the Reconstruction of Economic Theory*, 3 volumes, edited by Enrico Sergio Levrero, Antonella Palumbo and Antonella Stirati; volume 3, edited by Antonella Stirati: *Sraffa's Legacy: Interpretations and Historical Perspectives*, London: Palgrave–Macmillan, pp. 55 - 83

Ricardo J. CABALLERO (2010): *Macroeconomics after the Crisis: Time to Deal with the Pretense-of-Knowledge Syndrome*, *Journal of Economic Perspectives*, volume 24, number 4, Fall 2010, pp. 85 – 102

Pierangelo GAREGNANI (1978/79): *Notes on consumption, investment and effective demand*. *Cambridge Journal of Economics*, vol. 2, pp. 335-53 and vol. 3, pp. 63-82

Geoffrey HARCOURT (1972): *Some Cambridge Controversies in the Theory of Capital*. Cambridge (Cambridge University Press)

Maynard KEYNES (1933): *A Monetary Theory of Production*, in: *Collected Writings*, Vol XIII, 1973 edition, Macmillan, London, pp. 408-11; orig. in *Festschrift für Arthur Spiethoff* pp. 123-25

Maynard KEYNES (1973/1936): *The General Theory of Employment, Interest and Money*. CW, vol VII, London (Macmillan)

Maria NEGREPONTI-DELIVANIS (2014): *L'Assassinat Économique de la Grèce et l'ultime recours: la drachme*, traduit du grec par Caroline Luigi, Paris (L'Harmattan)

Piero SRAFFA (1960): *Production of Commodities by Means of Commodities*. Cambridge (Cambridge University Press)

Guy STANDING (2011): *The Precariat – The New Dangerous Class*. London (Bloomsbury Academic)